DÉCLARATIONS

# Déclaration de soumission de la proposition

**Date de soumission :**

**Objet :** Proposition pour [insérer le titre de la subvention/du financement] à [nom du pays/de la ville], n° de réf. de l’appel à propositions [XXX/XXXXXXX], datée du

Nous, soussignés, déclarons que :

* 1. nous avons examiné les documents relatifs aux propositions et n’émettons aucune réserve à leur égard, y compris concernant tout avenant de ceux-ci.
  2. nous proposons de mettre en œuvre les activités financées par la subvention conformément aux documents relatifs aux propositions, y compris les conditions prévues dans l’Acte d’accord.
  3. nous sommes disposés à signer l’accord, en utilisant le modèle approprié fourni dans le document d’appel à propositions, ainsi que les « Conditions générales et particulières » de l’instrument, sans dérogation, qualification, avenant, limitation ou exclusion, si nous sommes retenus à la suite de ce processus de subvention/financement.
  4. nous n’avons aucun conflit d’intérêts dans quelque activité que ce soit qui nous placerait, si nous étions retenus pour cette subvention/ce financement, en situation de conflit d’intérêts avec l’UNOPS.
  5. nous ne faisons l’objet d’aucun jugement ou d’aucune poursuite judiciaire en cours qui pourrait compromettre nos opérations dans un avenir proche.
  6. notre entité confirme que ni l’entité candidate ni les membres du consortium (le cas échéant) n’ont participé, ni n’ont été impliqués d’aucune façon, directe ou indirecte, à l’élaboration des exigences et/ou d’autres documents utilisés dans le cadre du présent processus de subvention/financement.
  7. nous adhérons aux principes du [Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies](https://www.un.org/Depts/ptd/about-us/un-supplier-code-conduct), étant donné qu’il s’inspire des valeurs fondamentales énoncées dans la Charte des Nations Unies. Nous respectons les normes de déontologie les plus exigeantes requises par l’UNOPS tout au long du processus de subvention/financement, et pour tout accord pouvant être conclu à la suite de ce processus de subvention/financement.
  8. nous nous engageons à respecter la [Déclaration universelle des droits de l’homme](https://www.un.org/fr/about-us/universal-declaration-of-human-rights) et les [Principes de Partenariat](https://unpartnerportalcso.zendesk.com/hc/en-us/article_attachments/360017914034/Principles_of_Partnership.pdf), adoptés par le Dispositif mondial d’aide humanitaire le 12 juillet 2007.
  9. nous, ni les membres du consortium (le cas échéant), responsables de toute partie de tout accord qui pourrait découler du présent processus de subvention/financement, n’avons pas été déclarés inadmissibles par l’UNOPS ou conformément à l’article 1« Admissibilité de l’entité candidate », des [**Instructions aux entités candidates**](https://content.unops.org/service-Line-Documents/Infrastructure/Grant-Support-Call-for-Proposals-Instructions-to-Applicants_EN.pdf).
  10. nous comprenons que l’UNOPS n’est pas tenu d’accepter la proposition basée sur la méthodologie d’évaluation fournie dans le document d’appel à propositions, ni aucune autre proposition qui devrait lui parvenir.

Je, soussigné(e), certifie être dûment autorisé(e) par [insérer le nom de l’entité candidate] à signer la présente proposition et à engager [insérer le nom de l’entité candidate] dans l’hypothèse où l’UNOPS accepterait la présente proposition :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom :** |  | **Date :** |  |
| **Fonction :** |  | **Signature :** |  |

[Apposer le cachet officiel de l’entitécandidate sur le présent formulaire]

# Déclaration sur la participation aux domaines critiques

**Date de soumission :**

**Objet :** Proposition pour [insérer le titre de la subvention/du financement] à [nom du pays/de la ville], n° de réf. de l’appel à propositions [XXX/XXXXXXX], datée du

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Réf.** | **Domaine critique** | **Réponse** | **Observations** |
| **1** | L’entité ou la personne physique a-t-elle déclaré faillite, est-elle impliquée dans une procédure de faillite ou de mise sous séquestre, ou fait-elle l’objet d’un jugement ou d’une poursuite judiciaire en cours, qui pourrait compromettre ses opérations dans un avenir proche ? | Choisir | [Si la réponse est « Oui », veuillez fournir une explication ici.] |
| **2** | L’entité ou la personne physique a-t-elle été reconnue (ou est-elle en attente d’un jugement ou d’une décision administrative) coupable de manquement à ses obligations en matière de paiement d’impôts ou de cotisations de sécurité sociale ? | Choisir | [Si la réponse est « Oui », veuillez fournir une explication ici.] |
| **3** | L’entité ou la personne physique a-t-elle été reconnue (ou est-elle en attente d’un jugement ou d’une décision administrative) coupable de mauvaise conduite pour violation des lois, règlements ou normes de déontologie applicables à la profession à laquelle elle appartient ? | Choisir | [Si la réponse est « Oui », veuillez fournir une explication ici.] |
| **4** | L’entité ou la personne physique a-t-elle par le passé eu recours, ou tenté d’avoir recours, à des pratiques interdites ?  Aux fins de la présente disposition, les « pratiques interdites » sont définies dans l’instruction opérationnelle de l’UNOPS relative aux [sanctions appliquées aux fournisseurs](https://content.unops.org/documents/libraries/policies-2020/operational-directives-and-instructions/procurement-framework/fr/OI-PG-Vendor-Sanctions-2021_FR.pdf) et désignent, entre autres, les pratiques suivantes :   * La corruption est le fait d’offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter, directement ou indirectement, une chose de valeur dans le but d’influencer indûment les actions d’une autre partie ; * La fraude désigne tout acte ou toute omission, y compris les fausses déclarations, visant intentionnellement ou par négligence à induire une partie en erreur dans le but d’obtenir un avantage financier ou autre, ou d’échapper à une obligation ; * La coercition désigne tout acte ou omission qui nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à toute partie ou tout bien d’une partie, dans le but d’influencer indûment ses actions ; * La collusion désigne tout accord entre deux parties ou plus visant à atteindre un objectif indu, y compris à influencer indûment les actions d’une autre partie; * Les pratiques contraires à l’éthique désignent tout comportement ou toute conduite allant à l’encontre des dispositions de l’UNOPS concernant les conflits d’intérêts, les cadeaux, les invitations et les anciens employés, ou de toute autre exigence écrite nécessaire pour travailler avec l’organisation ; * L’obstruction désigne tout acte ou toute omission de la part d’un fournisseur qui empêche l’UNOPS d’enquêter sur des cas possibles de pratiques interdites. | Choisir | [Si la réponse est « Oui », veuillez fournir une explication ici.] |
| **5** | L’entité ou la personne physique a-t-elle indûment obtenu, ou tenté d’obtenir indûment, des informations confidentielles relatives au processus de subvention/financement ou d’un accord pouvant être attribué suite audit processus ? | Choisir | [Si la réponse est « Oui », veuillez fournir une explication ici.] |
| **6** | L’entité ou la personne physique a-t-elle un conflit d’intérêts, au sens défini à l’Article 3 « Conflit d’intérêt » des [**Instructions aux entités candidates**](https://content.unops.org/service-Line-Documents/Infrastructure/Grant-Support-Call-for-Proposals-Instructions-to-Applicants_EN.pdf), qui l’empêcherait de signer un accord avec l’UNOPS ou qui pourrait compromettre de quelque manière que ce soit la bonne exécution de ses obligations dans le cadre de l’accord ? | Choisir | [Si la réponse est « Oui », veuillez fournir une explication ici.] |
| **7** | L’entité ou la personne physique a-t-elle été reconnue (ou est-elle en attente d’un jugement ou d’une décision administrative) comme étant impliquée dans une quelconque des activités suivantes :   * Fraude ; * Corruption ; * Affiliation à une organisation criminelle ; * Blanchiment d’argent ; * Financement du terrorisme ; * Travail des enfants ; ou * Trafic d’êtres humains ? | Choisir | [Si la réponse est « Oui », veuillez fournir une explication ici.] |
| **8** | L’entité ou la personne physique a-t-elle eu dans le passé des problèmes importants de bonne exécution qui ont conduit à la résiliation anticipée d’un engagement juridique ou à l’application de dommages et intérêts ou d’autres pénalités contractuelles, ou qui ont été découverts à la suite d’inspections, d’audits ou d’enquêtes ? | Choisir | [Si la réponse est « Oui », veuillez fournir une explication ici.] |
| **9** | L’entité ou la personne physique a-t-elle commis une quelconque irrégularité financière, résultant d’un acte ou d’une omission ou de l’inscription d’une dépense injustifiée en dehors d’un engagement contractuel ayant eu pour effet de porter préjudice à leur utilisation de fonds publics ? | Choisir | [Si la réponse est « Oui », veuillez fournir une explication ici.] |
| **10** | L’entité ou la personne physique a-t-elle été reconnue (ou est-elle en attente d’un jugement ou d’une décision administrative) comme ayant créé une entité dans une juridiction différente dans l’intention de contourner les obligations fiscales, sociales ou toute autre obligation légale dans la juridiction de son siège social, de son administration centrale ou de son lieu d’activité principal ? | Choisir | [Si la réponse est « Oui », veuillez fournir une explication ici.] |

Je, soussigné(e), déclare que les informations fournies ci-dessus sont exactes et correctes. Je comprends également que toute fausse déclaration délibérée peut entraîner le refus de cette demande. Je comprends que toute implication dans l’un des domaines critiques ci-dessus n’entraîne pas automatiquement l’exclusion du présent processus de subvention/financement.

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom :** |  |
| **Fonction :** |  |
| **Date :** |  |
| **Signature :** |  |

[Apposer le cachet officiel de l’entitécandidate sur le présent formulaire]